

Conditions Générales de Vente (CGV)

1. Objet et champ d'application

Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) régissent les relations contractuelles entre RMCCF, société immatriculée sous le numéro SIRET 91812969300019, dont le siège social est situé 174 avenue d'Eysines, 33200 Bordeaux, France, et toute personne physique ou morale sollicitant une prestation de conseil, de recrutement, de formation ou de coaching.

Ces CGV s'appliquent à l'ensemble des prestations réalisées en France et en Algérie, sauf stipulations contractuelles particulières expressément convenues entre les parties.

2. Nature des prestations proposées

RMCCF intervient dans les domaines suivants :

- **Conseil / Consulting** : accompagnement stratégique en développement commercial, marketing, organisation, RH, transformation digitale.
- **Recrutement** : services de sourcing, évaluation et intégration de profils professionnels.
- **Formation** : formations certifiantes (Bachelors, Mastères, MBA) et formations sur mesure dispensées par un organisme privé certifié Qualiopi.
- **Coaching** : accompagnement individuel ou collectif à visée professionnelle.

3. Commande

Toute commande fait l'objet d'un devis ou contrat, précisant la nature de la prestation, les conditions d'exécution et les modalités financières.

La validation écrite du devis ou du contrat implique acceptation pleine et entière des présentes CGV.

4. Tarifs et modalités de paiement

Les prix sont exprimés en euros, hors taxes (HT) ou toutes taxes comprises (TTC) selon la réglementation applicable.

Les conditions de paiement (acompte, échéancier, délais) sont précisées dans chaque devis ou contrat. Tout retard de paiement entraîne l'application de pénalités conformément à l'article L.441-10 du Code de commerce.

5. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés d'un commun accord dans le contrat ou le devis signé. Tout retard imputable à un cas de force majeure (grève, catastrophe naturelle, crise sanitaire, etc.) ne pourra justifier une demande d'annulation ou de dédommagement.

6. Annulation – Rétractation

Conformément aux dispositions légales, le client particulier dispose d'un délai de quatorze jours calendaires à compter de la date de signature du contrat de formation pour exercer son droit de rétractation sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités (article L221-18 du Code de la consommation).

Toute annulation d'inscription à une formation doit être communiquée par écrit en courrier recommandé ou e-mail avec accusé de réception à : **RMCCF — david@rmccf.com**

En cas d'annulation par le client hors délai de rétractation, les conditions suivantes s'appliquent :

- Entre 15 et 30 jours avant le début de la formation : facturation de 50 % du coût total de la formation.
- Moins de 15 jours avant ou en cas d'absence non justifiée : facturation de 100 % du coût de la formation.
- Toute formation commencée est due en totalité, sauf accord écrit contraire.

Annulation par l'organisme de formation

RMCCF se réserve le droit d'annuler ou de reporter une session si le nombre de participants est insuffisant ou en cas de force majeure. Le client sera informé dans les plus brefs délais.

En cas d'annulation par l'organisme, le client se verra proposer un report à une session ultérieure ou un remboursement intégral des sommes versées, sans qu'aucune indemnité ne puisse être exigée.

En cas de force majeure (au sens de l'article 1218 du Code civil), les obligations des parties sont suspendues.

7. Responsabilité

7.1 Obligation de moyens

RMCCF s'engage à exécuter ses prestations avec tout le soin et la diligence d'un professionnel de la formation. Il ne saurait être tenu pour responsable d'un quelconque résultat professionnel ou personnel attendu par le participant à l'issue de la formation.

7.2 Limitation de responsabilité

La responsabilité de RMCCF est strictement limitée au montant de la prestation effectivement payée par le client. En aucun cas, l'organisme ne pourra être tenu responsable de dommages indirects.

7.3 Responsabilité en cas de dommage corporel ou matériel

RMCCF décline toute responsabilité en cas de vol, perte ou détérioration des effets personnels des participants intervenus dans ses locaux ou sur les lieux des formations. Les participants sont tenus de vérifier qu'ils sont couverts par une assurance personnelle en cas d'accident.

7.4 Responsabilité du participant ou du client

Le participant est seul responsable du respect des prérequis et des conditions d'accès à la formation, du bon usage des supports et outils pédagogiques fournis, et du respect du règlement intérieur de l'organisme.

En cas de comportement fautif, perturbateur ou non conforme au règlement intérieur, RMCCF se réserve le droit de procéder à l'exclusion du participant, sans remboursement.

8. Propriété intellectuelle

L'ensemble des contenus pédagogiques, supports écrits, visuels, vidéos, outils, méthodologies, études de cas, présentations et tout autre matériel remis ou utilisé dans le cadre des formations dispensées par RMCCF constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur, et demeure la propriété intellectuelle exclusive de la société RMCCF.

Toute reproduction, représentation, modification, adaptation, diffusion, transmission à des tiers ou réutilisation, totale ou partielle, est strictement interdite sans autorisation écrite préalable de RMCCF.

9. Confidentialité

RMCCF et le client s'engagent mutuellement à garantir la confidentialité de toutes les informations échangées dans le cadre de la formation, et ce pendant toute la durée du contrat et après son expiration.

Le client s'interdit expressément de divulguer, transmettre, ou utiliser à des fins autres que la formation suivie, toute information confidentielle obtenue dans ce cadre, sauf autorisation écrite et préalable de RMCCF.

10. Données personnelles

Les données collectées sont traitées dans le respect du RGPD. Pour plus de détails, veuillez consulter notre **Politique de Confidentialité** disponible sur le site rmccf.com.

11. Loi applicable – Juridiction compétente

Les présentes CGV sont régies par le droit français.

En cas de différend, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. À défaut, le litige sera porté devant les tribunaux compétents :

-
- Pour les clients professionnels : le Tribunal de commerce de Bordeaux est exclusivement compétent.
 - Pour les clients consommateurs : les règles de compétence territoriale prévues par le Code de procédure civile s'appliquent.

12. Dispositions spécifiques pour l'Algérie

Les prestations réalisées par RMCCF sur le territoire algérien sont soumises à des modalités particulières, tenant compte du cadre réglementaire, fiscal et opérationnel local.

12.1 Adaptation au droit algérien

Les contrats exécutés en Algérie sont régis par les lois algériennes relatives aux activités de formation, de prestation de services et de fiscalité, sauf mention expresse d'un accord bilatéral contractuel.

12.2 Modalités d'exécution

Les actions de formation organisées en Algérie peuvent faire l'objet d'une contractualisation distincte, précisant la langue de travail, les modalités logistiques locales, les ajustements pédagogiques éventuels, et les modalités de paiement spécifiques.

12.3 Litiges

En cas de litige lié à une prestation réalisée en Algérie, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable locale. Si aucun accord n'est trouvé dans un délai raisonnable (30 jours), le différend pourra être porté devant les juridictions algériennes territorialement compétentes, ou devant les juridictions françaises en cas de clause contractuelle expresse.

12.4 Conflit de lois

En cas de conflit entre les dispositions légales françaises et algériennes, les règles de droit international privé s'appliqueront. À défaut, la loi du pays où la prestation est principalement exécutée (Algérie) prévaudra, sauf si les parties en conviennent autrement par écrit.

Dernière mise à jour : 16 février 2026